

②

cinq mois de lutte à la seat

La SEAT, avec ses quelques 21 000 ouvriers, est la plus grande entreprise espagnole. Depuis plus de dix ans, elle n'avait été touchée par aucune grève importante. Les mouvements qui s'étaient développés dans un atelier, faute d'information et de solidarité active, n'avaient pu s'étendre. La direction de l'entreprise, représentant avisé du grand capital, s'était attachée à mater dans l'oeuf tout mouvement et à compartimenter au maximum les différents ateliers.

La seule organisation réellement implantée à la SEAT, c'est le PCE, qui en dirige la Commission Ouvrière. La métallurgie est d'ailleurs, globalement, un secteur d'implantation privilégiée du PCE.

La forte croissance industrielle des dix dernières années y a concentré, dans de grandes unités de production une classe ouvrière en majorité directement issue de la prolétarianisation de la paysannerie pauvre. Cela explique aussi bien sa forte combativité que l'emprise particulière exercée sur elle par le réformisme stalinien.

Ainsi, lors des élections au syndicat officiel, la CNS, en mai dernier, la SEAT avait suivi massivement les consignes de vote du PCE (quelques 80% de votants); les candidats ouvriers avaient été élus, les dirigeants du PCE recueillant un maximum de voix, alors que dans la plupart des grandes entreprises --surtout à Barcelone et au Pays Basque-- la campagne de boycott menée par les groupes révolutionnaires, pour la première fois, recueillait un écho massif; à la SEAT, l'atelier 5 était le seul à boycotter.

Au moment où ils déposaient leur bulletin dans l'urne, quatorze mille travailleurs débrayaient pour réclamer le paiement de la prime de 50 F. de la Semaine Sainte, que la direction tentait d'escamoter.

Le 5 juin, la direction impose le travail de nuit obligatoire pour l'atelier 1: Le 7, les 4 000 ouvriers de l'atelier sont en grève, bientôt appuyés par certaines sections d'autres ateliers (la 114 du 7, etc); le samedi 12, voulant liquider le mouvement, la direction lock-out le 5 000 grévistes pour deux jours, avec menaces de renvoi.

23 ouvriers ont été sanctionnés, dont 7 délégués syndicaux récemment élus.

Depuis le 9, la police cerne l'entreprise et les ouvriers sont systématiquement fouillés à l'entrée. La surveillance policière se renforce dans les ateliers, la tension monte.

Les militants de la LCR et leurs sympathisants du groupe